



HAL
open science

Le concept de rapport social, comme socle possible et acceptable d'une approche intégrée en sciences sociales

Michel Freyssenet

► To cite this version:

Michel Freyssenet. Le concept de rapport social, comme socle possible et acceptable d'une approche intégrée en sciences sociales . “ La théorie de la régulation à l'épreuve des crises ”, Colloque International Recherche&Régulation, Jun 2015, Paris, France. hal-01245159

HAL Id: hal-01245159

<https://hal.science/hal-01245159>

Submitted on 16 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le concept de rapport social, comme socle possible et acceptable d’une approche intégrée en sciences sociales

Michel FREYSSENET

Sociologue, CNRS

freysenetmichel@orange.fr

<http://freysenet.com>

Thème : Nécessité et possibilité d’une approche intégrée en sciences sociales
Atelier : L’économie comme science sociale : simple question de méthode ?

Résumé. Toutes les sciences sociales et la plupart des courants théoriques utilisent le terme de « rapport social », mais aucun n'en donne une définition réutilisable par les autres et ne lui donne le même statut. Or nous avons aujourd'hui la possibilité de le conceptualiser de manière solide et acceptable, en montrant la centralité pour comprendre l'histoire des sociétés.

Les rapports sociaux qui structurent les sociétés (rapport capital-travail, rapport étatique, rapport de genre, rapport marchand, rapport coopératif, rapport religieux, rapport domestique, etc.) régissent un nombre variable d'activités humaines variées dans le temps et l'espace, et sont donc indépendants de la nature de ces activités. Les distinctions économique, politique, idéologique, symbolique, couramment utilisées pour les catégoriser, sont inopérantes pour décrire leur logique de reproduction, qui implique indissolublement ses aspects si l'on veut à tout prix les y rechercher. Les rapports sociaux génèrent une réalité qui leur est propre et des catégories d'entendement qui vont avec. La domination d'un rapport social sur les autres se manifeste notamment par l'universalisation et la naturalisation de sa réalité et de ses classifications. Les rapports sociaux sont en fait des manières différentes de vivre ensemble. Leurs logiques de reproduction entrent en confrontation lors de leur extension à tout ou partie des activités humaines.

Ainsi redéfini, le concept de rapport social ouvre une voie nouvelle, possiblement commune, pour les sciences sociales. Il permet en effet de surmonter, de manière plus fructueuse que d'autres concepts, nombre d'oppositions classiques ou plus récentes qui font piétiner le débat scientifique. Il amène à relancer la recherche dans de nouvelles directions au-delà des frontières disciplinaires, comme : mettre en évidence les logiques de reproduction de tous les rapports sociaux, retracer l'histoire de leur confrontation et le champ des possibles qu'ils créent, caractériser chaque société comme une combinaison-confrontation particulière de rapports sociaux et ce faisant à en comprendre autrement la trajectoire et les crises, analyser les pratiques individuelles, leurs variations et leurs ambiguïtés à la lumière des logiques différentes, souvent contradictoires, des rapports sociaux dans lesquels chacun est impliqué, historiciser et renommer en autant de réalités différentes des objets d'étude classiques universalisés comme travail, technique, organisation, institution, salaire, monnaie, etc. au regard des différents rapports sociaux qui les ont régis, etc.

Le schéma d'analyse précédent est utilisé, à titre d'illustration, pour comprendre la confrontation du rapport capital-travail et du rapport étatique, et le rôle de cette confrontation dans l'actuelle crise et le désarroi de la gauche, notamment en France. Une voie de renversement possible du rapport de force est esquissée.

Mots clefs: rapport social, oppositions conceptuelles en sciences sociales, interdisciplinarité, trajectoires nationales, pratiques individuelles

Abstract. All social sciences and most theoretical schools use the term “social relation”, but none gives a reusable definition by others. Now we have the opportunity to conceptualize it more robustly and more acceptably, showing its centrality to understand the history of societies.

The social relations that structure the societies (capital-labour relation, state relation, gender relation, market relation, cooperative relation, religious relation, etc.) govern a variable number of varied human activities in time and space, and are therefore independent of the nature of these activities. The distinctions between economic, political, ideological, symbolic commonly used to categorize the social relations, are irrelevant to describe their reproduction logic, because they involves indissolubly these aspects. Social relations generate and impose their own reality and their understanding classifications, naturalizing and universalizing them. Social relations are in fact ways of living together. Their reproduction logics come into confrontation at the time of their extension to all or part of human activities.

Redefined, we will show that the concept of social relation opens a new path, possibly common to the social sciences. It enables to overcome, more successfully than other concepts, many classic and more recent conceptual oppositions that hinder the progress of the scientific debate. The concept of social relation can relaunch the research in new directions beyond disciplinary boundaries such as: highlight the logic of reproduction of all social relations, trace the history of their confrontation and the range of created possibilities, characterize each society as a particular combination-confrontation of social relations and thereby understand differently its trajectory and its crisis, analyse individual practices, their variations and ambiguities in the light of different requirements of social relations in which everyone is involved, historicise and rename the different realities hidden by the universalized notions such as: work, organization, institution, salary, money, etc. in relation to the social relations that have governed them, etc.

The previous analysis schema is used to understand the confrontation of capital-labour relation and the state relation and its role in the current crisis and in the disarray of the left, notably in France. A possible way of reversing the balance of power is evocated.

Keywords: social relation, social science conceptual oppositions, interdisciplinary, national trajectories, individual practices.

Parmi les voies pouvant conduire à une approche intégrée en sciences sociales, il en est une, difficile et périlleuse, susceptible d'être récusée immédiatement parce qu'elle apparaît au minimum prématurée, voire impossible, cette voie est celle qui consiste à rechercher les deux-trois concepts pouvant constituer le point de départ d'analyses communes aux sciences sociales actuelles, les mettant sur une trajectoire de convergence ¹.

C'est à cet exercice auquel je voudrais me risquer malgré les périls, car à y regarder de près il me semble que nous ne sommes pas très loin d'arriver à trouver ces concepts. Cette communication n'est rien d'autre qu'une invitation à y réfléchir.

Si l'on jette en effet une vue cavalière sur les dernières décennies des sciences sociales, on peut remarquer un effort continu d'une part pour dénaturer, dé-universaliser, pour historiciser et contextualiser observations et concepts et d'autre part pour trouver une articulation convaincante entre ce que nous appelons l'économique, le politique, le sociologique, le symbolique, le culturel, le religieux, etc. Des recherches et des propositions théoriques stimulantes ont été faites dans ces directions et ont permis un certain rapprochement des disciplines. Leur influence se manifeste de manière plus ou moins explicite dans les publications, mais elles n'ont pas entraîné jusqu'à présent la reconnaissance et l'adhésion suffisantes pour faire émerger une approche intégrée en sciences sociale. Les raisons en sont multiples, l'opposition larvée des professions et des appartenances disciplinaires n'étant pas des moindres.

Parmi ces raisons, il en est une, importante, de nature théorique, que nous pouvons peut-être surmonter. Elle tient, me semble-t-il, à l'extraordinaire difficulté à pousser jusqu'au bout la dé-universalisation et l'historicisation des catégories de pensées qui font que nous pensons ce que nous pensons. Une de ces catégories de pensée qui résiste particulièrement, malgré de nombreuses tentatives pour en montrer le caractère historique, est celle de l'économique.

Même Karl Marx dont le célèbre programme de travail visait « à dissiper les fantasmagories universalistes de la pensée et à s'en libérer », en étudiant les hommes concrets historiques et les relations qu'ils entretiennent entre eux, n'a pu s'empêcher de fonder en dernier ressort l'économique, y compris dans *Le Capital*, sur les nécessités vitales élémentaires que seraient le boire, le manger et le vêtir, et sur ce qui était considéré à son époque comme le propre de l'homme à son origine, à savoir la capacité à concevoir et à fabriquer des outils, les tous premiers moyens de production.

¹ La voie exposée dans ce texte est à l'exact opposé de celle que je présente par ailleurs dans un autre atelier de ce colloque et qui consiste à choisir une question de recherche mobilisatrice pour plusieurs disciplines et à la traiter collectivement, sans choix théorique *a priori*, mais avec des exigences de méthode partagées, dans le but, non seulement de répondre à la question posée, mais de construire un cadre d'analyse commun, réutilisable éventuellement dans d'autres programmes de recherche. Le grand écart fait entre ces deux communications signifie qu'il n'y a pas, à mes yeux, de voie royale vers l'interdisciplinarité, pour la simple raison que les voies imaginables exigent chacune pour aboutir des conditions de possibilité et d'efficacité qui ne sont pas toutes réunies aujourd'hui. On peut, on doit donc certainement essayer de prendre le problème par tous les bouts possibles pour que s'amorce une convergence des pratiques et des notions utilisées.

Même Karl Polanyi, qui nous a rappelé que l'économique n'était pas pensé comme tel dans de nombreuses sociétés et qu'en conséquence on ne pouvait en donner une définition conceptuelle, considérait en revanche que nous pouvions l'identifier, sous forme encadrée, enchâssée, dans le domestique, le religieux ou le politique de ces sociétés, en lui donnant une définition substantive, aucune société ne pouvant se dispenser de produire les conditions matérielles de son existence.

Même Pierre Bourdieu, qui n'a eu de cesse de répéter et de démontrer que nos catégories de pensée les plus spontanées et les plus fondamentales étaient les plus sociologiquement et historiquement déterminées et déterminantes, a été finalement obligé de fonder l'apparition des différents « champs » et « capitaux » domestique, étatique, économique, culturel, symbolique, etc., qui sont à la base de son cadre d'analyse, sur une hypothétique loi tendancielle de complexification continue des sociétés, révélant peu à peu tous les domaines et dimensions du social, la seule loi tendancielle qu'il nous faut *in fine* admettre, écrit-il². Marx, Polanyi, Bourdieu, pour ne citer qu'eux, semblent ne pas être allés jusqu'au bout de leur programme initial, alors que l'on peut voir en étudiant leurs écrits qu'ils étaient, notamment Marx et Bourdieu, à deux doigts de pouvoir le faire à certains moments, et que, s'ils l'avaient fait, ils l'auraient fait évidemment mieux que quiconque et ils nous auraient épargné bien des errements.

Mais, objectera-t-on, est-on vraiment obligé, pour rechercher les deux-trois concepts pouvant fonder une approche intégrée en sciences sociales, de pousser très loin le questionnement sur la catégorie de l'économique ? Pourquoi nous risquer sur des terrains où l'on glisse vite sur des considérations ontologiques vaseuses ? Pourquoi ne pas se contenter de concepts flous, partiellement fondés, mais qui ont l'avantage de ne pas suspendre le rapprochement des disciplines ?

Il me semble que nous ne pouvons plus continuer à le faire, parce que nous sommes face à des contradictions conceptuelles qui nous gênent dans nos travaux et à des résultats de recherche dérangeants, dont la prise en compte ne peut plus être différée si l'on veut précisément rapprocher les disciplines.

Après avoir examiné ces contradictions et ces résultats dérangeants, on montrera que l'on peut surmonter les premières et intégrer les seconds, en donnant du rapport social une définition indépendante de la nature des activités qu'il régit, et en considérant les sociétés comme des combinaisons singulières et évolutives de rapports sociaux. Le schéma d'analyse esquissé sera testé pour comprendre l'actuelle confrontation entre le rapport capitaliste et le rapport étatique. Une voie possible pour renverser le rapport de force sera suggérée.

Cet exercice exigerait de multiplier les références pour montrer comment on peut parvenir, à travers les acquis temporaires et les débats antérieurs, à une re-conceptualisation féconde du rapport social. Bien que tout ce qui va suivre n'aurait pu évidemment être énoncé sans ces acquis et ces débats, je ne citerai (presque) personne, pas même moi-même ! préférant privilégier, à ce stade et pour cette communication, une forme de questionnement immédiatement accessible et susceptible de nourrir la réflexion la plus large possible. On trouvera toutefois à la fin du texte une brève liste d'ouvrages et d'articles participant de l'interrogation proposée.

² Il n'a pas vu qu'un rapport social totalisant toute une société, comme ont pu le faire le rapport domestique et le rapport religieux, n'est pas un phénomène du passé ou une marque de moindre division sociale des activités humaines, mais un phénomène qui s'est reproduit sous le rapport étatique et qui pourrait se reproduire sous le rapport capitaliste.

1. Il n'y a pas de nécessités vitales, mais des rapports sociaux qui transforment des constituants de la vie en conditions de la vie

La première des contradictions conceptuelles que nous ne pouvons plus esquiver naît de l'évolution même de ce que nous appelons l'économique. Le rapport capital-travail, qui en est l'emblème et l'incarnation, ne peut plus, s'il ne l'a jamais été, être fondé sur la reproduction des conditions de la vie matérielle en société, en particulier celles liées à notre subsistance quotidienne. Nous constatons tous les jours que ce rapport, censé relever du domaine économique, le déborde largement et de plus en plus, au point d'englober des activités considérées, jusqu'à il y a peu, comme non-économiques par excellence : le politique, le militaire, le juridique, le culturel, le religieux, le divertissement, la fantaisie, l'artistique, le scientifique, l'idéologique, le symbolique, etc. Il investit aujourd'hui des domaines improbables, comme la reproduction humaine, la fin de vie, les relations sociales, les liens de parenté, la solidarité, la charité, etc.

Qu'est-ce donc que ce rapport censé être économique qui envahit les moindres recoins de la vie individuelle et de la vie en société ? On a pu biaiser pendant longtemps, en disant que ces nouveaux terrains étaient marginaux, secondaires ou des exceptions-aberrations localisées et temporaires dans le processus d'accumulation de capital et d'extension du rapport capital-travail. L'argument n'est plus tenable aujourd'hui.

À vrai dire, il ne pouvait pas l'être sur le plan scientifique : dès lors qu'une seule activité réputée non-économique le devenait, dès lors qu'elle passait sous le règne du rapport capital-travail, la question de ce qu'était vraiment l'économique se devait d'être posées³. Avec le rapport capital-travail, nous avons donc un rapport dit économique qui ne peut être défini ni conceptuellement, ni substantivement comme économique. Problème.

Mais, dira-t-on, les nécessités liées à notre subsistance quotidienne existent bel et bien. Qu'en faisons-nous ? Cette question en appelle une autre en préalable. Qu'est-ce qui nous fait penser que, seuls de tous les êtres vivants, les humains n'auraient pas trouvé dans leur écosystème, à leur origine supposée, ce qui était nécessaire à leur alimentation et à leur protection ? Qu'est-ce qui nous fait croire que le manger et le vêtir sont les conditions les plus immédiatement indispensables à notre survie en tout temps et en tout lieu ?

Ces croyances, devenues en pratique mythe fondateur de la société dominée par le rapport capital-travail, ont été présentées comme une hypothèse scientifique vérifiée: à savoir la capacité des premiers humains à concevoir et fabriquer des outils pour produire des biens de subsistance plus que nécessaire et pour les échanger soit au sein du groupe primordial, soit avec d'autres groupes. C'est cette capacité qui nous distinguerait de l'animal et nous aurait séparé définitivement de lui. La première activité humaine, la première qui nous aurait extrait, séparé de l'animalité, aurait donc été « économique ». Pour naturaliser, universaliser et essentialiser une catégorie de pensée, on fait difficilement mieux.

Or nous savons depuis deux choses. La première est que rien de ce que nous avons imaginé jusqu'à présent comme nous distinguant de l'animal ne l'est en réalité. La seconde que l'Occident moderne est le seul à avoir établi une coupure radicale entre nature et culture, que toutes les autres sociétés incluent dans leur humanité tout ou partie des êtres humains et tout ou partie des animaux et même des végétaux.

³ Il le devait d'autant plus que l'on pouvait se rappeler que le rapport capital-travail n'était pas apparu en Europe pour régir des activités essentielles à la vie physique, mais des activités comme l'impression de la Bible, le tissage de draperie de luxe, la chasse à la baleine pour en ramener notamment les baleines de corset des femmes fortunées.

Non seulement l'outil ne nous est pas propre, mais également l'échange de biens et de service, l'accumulation de ressources, la transmission des savoir-faire, la technique, la communication avec semblable et dissemblable, la coopération, l'émotion, l'improvisation, la dissimulation, la souffrance, la conscience de soi, etc. Bref les animaux sont des êtres sociaux et cultivés. La science redécouvre, aujourd'hui seulement, ce que les générations anciennes et la quasi totalité des peuples savaient depuis longtemps. Rien d'étonnant dès lors qu'il y ait eu des sociétés qui ne divisaient pas le monde des êtres vivants de la même façon que nous.

Le mythe fondateur de nos sociétés nous a fait transformer certains « constituants de la vie », le manger et le vêtir notamment, en « conditions absolues de la vie », alors qu'ils ont pu par le passé, alors qu'ils ne sont pas toujours aujourd'hui et qu'ils pourraient dans l'avenir ne pas être des conditions. De très nombreuses sociétés n'ont connu ni disette, ni rareté alimentaire, soit que la ressource était suffisante, soit que la population s'autorégulait ou s'adaptait par rapport à cette dernière, comme le font de nombreuses espèces.

De même, le temps consacré à l'acquisition de la nourriture a pu être faible, la subsistance, le régime alimentaire, les techniques de stockage et de conservation et le rapport social dominant garantissant à tous avec une égale facilité le boire et le manger.

Inversement d'autres constituants de la vie, qui n'ont rien à voir avec la subsistance quotidienne, ont pu être ou sont devenus des conditions essentielles de la vie. Les constituants de la vie sont en effet innombrables et sont susceptibles, tous, d'avoir été, d'être ou de devenir un jour des conditions de la vie ⁴. Nous n'y pensons pas spontanément parce qu'ils nous sont jusqu'à présent naturellement ou socialement donnés. Pourtant certains d'entre eux sont encore plus immédiatement indispensables que le boire et le manger.

À commencer par respirer. Il paraît absurde de le dire, mais il est très instructif d'y réfléchir. Car voilà un constituant de la vie qui a été donné sur notre planète à tous les êtres vivants jusqu'à ce jour, sauf situations extrêmes (tsunami, tremblement de terre, nuée ardente, chambre à gaz, pendaison, etc.). Mais aujourd'hui, il est des lieux où les personnes, qui ne peuvent les quitter, meurent lors d'un pic de pollution, pour peu qu'elles soient atteintes d'une maladie chronique ou qu'elles viennent de naître. Rendre l'air respirable est devenu une activité à part entière, qui bouleverse certaines industries. Respirer de l'air devient une condition de la vie à partir du moment où une partie de la population en prive l'autre en polluant l'atmosphère générale ou d'un lieu particulier. Sans quoi personne n'y pense et ne peut y penser. Le problème ne se posant pas, il ne peut être identifié et nommé en tant que tel.

Mais il y a beaucoup plus important, notamment pour fonder une approche intégrée en sciences sociales. La première des « nécessités », qui engendre toutes les autres et que pourtant l'on ne pense pas comme telle, parce qu'elle est immédiatement et obligatoirement satisfaite : c'est tout simplement de vivre en société. Sans perpétuation de l'espèce, sans élevage, sans transmission, sans apprentissage, sans langage, sans sécurité, sans règles, sans raison de vivre et de mourir, la vie n'existe pas, ne peut pas être vécue.

⁴ Qui pouvait savoir il y a un siècle que la radioactivité rendrait inhabitable les lieux où elle se répand? Qui aurait pu imaginer, il y a sept à huit décennies, que la diminution de la couche d'ozone pourrait non seulement bouleverser la vie, mais aussi la compromettre, au point de faire revenir la Terre à Péon Archéen, où seule la vie au fond des océans était possible ?

Plus encore, les soi-disant besoins vitaux ne peuvent être satisfaits sans l'expérience accumulée de ses semblables, sans rapport social qui en permet la transmission. Il faut savoir en effet ce qui peut être mangé et bu pour pouvoir manger et boire sans risquer sa vie. Et pourtant l'acquisition de ce savoir indispensable à la vie ne fait pas partie de ce que nous appelons spontanément économie. Il n'y a pas d'individu, d'action et de réflexion personnelles hors des rapports sociaux qui nous constituent, qui nous font agir et penser.

En se diffusant à un nombre toujours plus grand d'activités, sans lien avec leur nature, le rapport capitaliste ne fait rien d'autre que ce qu'ont fait dans le passé (ou tentent encore de faire) le rapport religieux, le rapport domestique et le rapport étatique : à savoir imposer de fait une manière unique de vivre ensemble.

2. Un rapport social implique indissolublement et inextricablement ce que sont pour nous aujourd'hui les dimensions économique, politique, sociologique, symbolique, etc. du social

À défaut de pouvoir cataloguer les rapports sociaux en rapports économiques, politiques, symboliques, etc. ne peut-on pas tout de même les analyser chacun sous différentes dimensions que l'on pourrait qualifier d'économique, politique, sociologique, culturel, symbolique, idéologique, etc., justifiable, dans ce cas, d'une approche disciplinaire spécifique avec des outils d'analyse particuliers ?

Quand nous essayons vraiment de le faire, nous butons alors sur une nouvelle impossibilité : celle de démêler ces dimensions dans la pratique de ceux qui sont impliqués dans le rapport social étudié. Par exemple, la logique de reproduction du rapport capital-travail implique indissociablement et simultanément une accumulation sans fin, les libertés de vendre et d'acheter, notamment les capacités de travail, la division intellectuelle du travail pour réduire les incertitudes créées par les libertés précédentes, enfin la légitimation du pouvoir exercé et des inégalités produites. Le rapport capital-travail n'est pas plus économique que politique, idéologique ou symbolique, distinctions qui se révèlent vite inopérantes. Un rapport social ne peut être analysé et compris que dans sa totalité, de même que chacun de ses moments.

Par exemple, ce que chacun considère comme avoir vendu ou acheté au moment de l'embauche est quotidiennement en question dans la vie au travail. Est-ce une mise à disposition par le salarié, tout à la fois, de son énergie, de son expérience, de son intelligence, de sa motivation, de son dévouement, de son imagination ? Ou bien, comme l'histoire l'atteste, un constant conflit sur ce que chacun peut exiger de l'un et de l'autre, c'est-à-dire sur la nature de la liberté respective du salarié et de l'employeur. L'étendue de ce que l'un estime avoir vendu et de ce que l'autre croit avoir acheté ne diffère, pas seulement en raison des intérêts divergents du premier et du second, mais en raison d'une appréciation différente de ce qui est considéré comme vendable et achetable : le dévouement, la fidélité, en font-ils partie ? La motivation, l'imagination, l'intelligence, jusqu'à quel point ? Une fois embauché, le salarié reconnaît néanmoins à l'acheteur de sa capacité de travail la légitimité d'en disposer dans les limites mouvantes précédentes. Cette reconnaissance se doit d'être reconfirmée quotidiennement dans l'acte de travail pour que le rapport capital-travail se reproduise. Le salarié accepte d'aliéner sa "liberté" de travailleur "libre" durant le temps de travail et de limiter ses droits de citoyen qui sont par ailleurs les siens hors du temps et de l'espace de l'entreprise qui l'emploie.

Nous vivons par ailleurs des rapports sociaux que nous n'aurions pas idée de découper en tranche, car ces aspects, distingués ailleurs, sont dans ces cas-là, même pas confondus, car cela laisserait présupposer qu'ils leur préexistent, mais absents en tant que tels. Par exemple : comment dissocier ce qui se fait et s'échange à l'intérieur d'une famille ? Un même acte peut y être tout à la fois partage de biens, marque d'affection, affirmation de l'autorité, transmission de savoirs, leçon morale, inculcation d'un habitus, etc. Le découpage ou le regard économique, politique, sociologique, ethnologique, etc. nous aide-t-il à caractériser, à mieux comprendre le rapport social en question ? On peut en douter. *Il faut d'abord caractériser l'enjeu du rapport social étudié avant d'établir le découpage analytique éventuellement pertinent et de choisir les mots appropriés.*

Bourdieu explique que « dans la Kabylie ancienne, le politique n'était pas constitué comme tel, si bien qu'employer le mot « politique » est un anachronisme dans la mesure où toute relation possible jusqu'au niveau de la confédération, qui était une sorte d'assemblage de tribus, était pensé sur le modèle des relations de parenté, sur le modèle des rapports père/fils ou du rapport entre les frères. Autrement dit, le modèle de la famille y est le principe de construction de toute réalité sociale possible »⁵. La catégorie du politique, dans l'acception qui est la nôtre, réapparaît en Europe à la Renaissance, après une longue éclipse depuis la période gréco-romaine. Elle recouvre probablement en fait les prémisses du rapport étatique émergeant au sein même du rapport domestique au stade dynastique, comme on le montrera plus loin.

L'impensé du rapport social est ce qu'il est vraiment : une manière de vivre ensemble contingente avec ses catégories d'entendement propres, et non un étagement de dimensions présupposées intemporelles, auxquelles on accorde une importance plus ou moins grande pour caractériser le dit rapport, selon sa discipline et ses préférences théoriques.

3. Un rapport social est une manière de vivre ensemble, tout ou partie des activités humaines, qui permet d'avoir accès à ce que ce rapport a constitué en conditions de la vie physique et sociale, dans le lieu et durant le temps où il peut se reproduire comme rapport social

Quatre points paraissent pouvoir être dégagés de ce qui précède. Le premier : nul rapport social ne peut être fondé sur une quelconque nécessité vitale par nature. Un « constituant de la vie » ne devient « condition de la vie » qu'à partir du moment où il vient à manquer à tout ou partie de la population à la suite de l'appropriation sociale de son accès. Avant, il ne peut être perçu, isolé et pensé comme tel. Pour qu'un élément de la vie, physique notamment, devienne condition de la vie, il faut qu'un des rapports sociaux constituant une société donnée l'empêche d'être immédiatement et librement disponible à tous. On le voit, *la réalité de la causalité est dans son inversion*. Ce qui est très souvent le cas en sciences sociales, quand on utilise des catégories de pensée spontanées, c'est-à-dire universalisées et intemporalisées.

Le deuxième point à retenir est que l'emploi de la notion de rapport social a suffi pour surmonter les contradictions conceptuelles mentionnées et pour rendre compte de résultats de recherche déroutants. Non seulement nous n'avons pas eu besoin (à ce stade) des notions de domaine, d'ordre, d'instance, de sphère, de champ, etc., mais ces notions, en ren-

⁵ *Sur l'État*, Paris : Raisons d'agir/le Seuil, 2012, p 387

voyant à des activités particulières ou à ce que nous pensons être leurs dimensions, nous auriaient fait courir le risque, si nous les avions utilisées, de les substantialiser, nous empêchant de voir les rapports sociaux qu'elles recouvrent et leurs enjeux. Sous la notion faussement banale de rapport social, rituellement et quasi unanimement utilisée depuis l'origine des sciences sociales jusqu'à présent, il se pourrait donc bien qu'il y ait ce que nous cherchons : à savoir un concept qui nous conduise à réorganiser notre savoir et à redynamiser nos recherches en nous permettant de mieux surmonter les coupures disciplinaires et les oppositions conceptuelles.

En effet, et c'est le troisième point, un rapport social n'est pas une relation sociale limitée et localisée, régie par des règles plus ou moins institutionnalisées entre les individus concernés. Un lien social ne devient rapport social et élément de la structure d'une société donnée qu'en deux circonstances : lorsqu'il parvient à transformer au moins un constituant de la vie en condition de la vie et qu'il devient de ce fait le point de passage obligé pour y accéder; lorsqu'il arrache à d'autres rapports sociaux des constituants de la vie que ces derniers avaient déjà transformés en conditions de la vie (comme par exemple, les semences ou l'accouchement, qui sont passés du rapport domestique au rapport de la petite production marchande, au rapport étatique ou au rapport capitaliste). Un rapport social peut être dit « totalement social » en ce qu'il n'a pas d'autre support que lui-même, c'est-à-dire les « nécessités » matérielles ou immatérielles qu'il a créées et les institutions, conventions, valeurs, catégories d'entendement etc. inventés pour pouvoir y répondre.

Il est également « totalement social », et c'est le dernier point, en ce qu'il peut totaliser, « hégémoniser », homogénéiser des sociétés entières. C'est pour cette raison qu'il ne peut être classifié comme rapport économique, politique, sociologique, psychologique, symbolique, etc., ni étudié sous aucun de ces angles séparément, etc. Ces catégories de pensée sont des catégories récentes dans les acceptions qui sont les nôtres ⁶. Elles sont probablement l'euphémisation de rapports sociaux, qui ont besoin de se présenter comme restreints à un domaine fondé en nature, pour pouvoir émerger, et ensuite, une fois établis, pour mieux le déborder.

Un rapport social peut dès lors être défini comme une manière de vivre ensemble tout ou parties des activités humaines, permettant d'avoir accès à ce que ce rapport a constitué en conditions de la vie, dans le lieu et durant le temps où il peut se reproduire comme rapport social ⁷. Il est par nature contradictoire, voire conflictuel, dans la mesure où il crée une nécessité qui ne peut être satisfaite qu'en le reconduisant comme rapport social. Il recèle donc potentiellement en lui-même sa propre mise en cause.

Sa restriction à certaines activités, variables et variées selon les sociétés, ne tient pas à sa nature, mais à sa confrontation avec d'autres rapports sociaux qui en limitent la diffusion. Il arrive aussi souvent qu'une même activité s'effectue sous plusieurs rapports sociaux (par exemple la médecine aujourd'hui). Ce fait est le signe d'une bataille en cours pour savoir quel rapport social captera la totalité de cette activité. Cela témoigne une fois de plus de l'indifférence des rapports sociaux à la nature des activités sous leur contrôle.

⁶ Le même mot a pu être utilisé dans le passé, mais pour nommer des réalités très différentes.

⁷ Cette manière de vivre ensemble ne résulte pas d'un choix moral ou politique, celui-ci devenant le déterminant en dernière instance, en lieu et place de l'économique. Comme on le verra plus loin, un rapport social apparaît en raison des contradictions de plus en plus difficiles à surmonter du rapport hégémonique qui le précède et à partir des moyens intellectuels et pratiques que ce dernier laisse aux acteurs.

Pour s'imposer comme rapport social, c'est-à-dire comme point de passage obligé dans une société donnée, il a fallu que les acteurs de ce rapport soient en mesure de s'emparer d'au moins un constituant de la vie pour en faire une condition de la vie, ou de ce qui était déjà une condition de la vie, mais régie par un autre rapport social.

Un rapport social a une logique, et cette logique est celle de sa reproduction. C'est par rapport à elle que les faits observés dans son aire de déploiement prennent sens, au-delà des mots utilisés pour les désigner, qui ont un faux air universel ou transversal aux rapports sociaux existants.

Un rapport social n'est pas éternel, il a un début et une fin, même s'il peut se prolonger longtemps sous une forme réduite à quelques activités secondaires. Le rapport domestique en est un exemple. Longtemps dominant, voire exclusif dans certaines sociétés, il est réduit aujourd'hui dans nos sociétés à peu de chose comparativement à ce qu'il a pu être.

La domination d'un rapport social sur les autres se manifeste notamment par l'universalisation de sa réalité (le travail, le capital, Dieu, la famille, l'État, etc.) et de ses catégories d'entendement (la nature humaine, le corps, l'esprit, l'économique, le politique, l'idéologique, etc.)

Chaque rapport social implique une répartition des tâches pour réaliser les activités sous son contrôle, selon des modalités qui assurent la reproduction du lien unissant les parties prenantes du rapport. Comme on le verra plus loin, la division intellectuelle du travail est une nécessité pour que le rapport capital-travail puisse se reproduire, de même que la délégation d'autorité l'est pour le rapport étatique.

Si ce qui précède a quelque pertinence, alors des perspectives nouvelles d'analyse s'ouvrent pour de nombreux sujets. Que l'on se rassure, il ne s'agit pas de développer ici la nième théorie sociale, mais seulement d'indiquer des pistes possibles pour une meilleure compréhension des faits que nous observons dans nos enquêtes. En voici quelques unes.

Les sociétés pourraient être analysées comme des combinaisons, temporairement acceptées par ses membres, de rapports sociaux, dont la variété et la proportion caractériseraient ces sociétés durant une période donnée. L'un des rapports sociaux peut y être dominant et conduire à appeler les sociétés concernées par exemple de sociétés capitalistes, féodales, esclavagistes, etc., mais sans que cela autorise à tout interpréter sous l'angle de ce rapport.

Au contraire, les particularités des sociétés capitalistes, féodales, esclavagistes, etc. pourraient être utilement éclairées par leur combinaison singulière de rapports sociaux et par l'histoire de la confrontation de ces derniers dans les conditions historiques de chaque société. Certains moments clé de l'histoire, notamment la Révolution française, pourraient eux-mêmes être réexaminés en prenant ce point de vue.

Les individus vivent généralement plusieurs rapports sociaux. Ils passent d'une logique à une autre, d'exigences à d'autres transformées en valeurs, au cours de la même journée. Les dispositions incorporées sous forme d'*habitus* n'ont pas la belle cohérence que l'on se plaît parfois à montrer quand on analyse un groupe social, pour mieux le caractériser, au risque de le substantialiser, de faire de l'*habitus* une « identité ». L'*habitus* se construit dans la confrontation de logiques différentes. Il est donc à ce titre loin d'être homogène. Les prédispositions qui le caractérisent peuvent être partiellement contradictoires.

La cohabitation imposée d'impératifs divergents peut aider à mieux comprendre les conflits et les ambiguïtés des affects, des pratiques et des pensées individuels. La gestion maîtrisée de cette confrontation en son for intérieur, incluant des arrangements avec les principes, est probablement une des conditions de santé mentale, de vie supportable et d'efficacité dans l'action.

Lorsqu'elle ne l'est pas, une des voies pour sortir du conflit interne pourrait être de se précipiter corps et âmes dans la logique exclusive d'un des rapports, conduisant à tout lui subordonner, au risque du fanatisme, du *burn out*, du cynisme ou de l'excès de pouvoir.

Inversement, le vécu obligé de plusieurs rapports sociaux est certainement aussi source d'intelligence pratique et théorique de ces mêmes rapports sociaux et d'émancipation éventuelle de leur emprise. Il permet en effet de comparer leurs logiques, d'en anticiper le devenir et leurs conséquences, de penser des alternatives. Ce que les sciences sociales essaient de faire, sans toujours le savoir... et feraient peut-être mieux en se donnant clairement comme concept commun le concept de rapport social ! C'est en tout cas la suggestion faite ici.

4. Le rapport capitaliste, le rapport étatique et les autres

Quels sont les rapports sociaux observables aujourd'hui dans un pays comme la France? En voici quelques uns. Le rapport capitaliste concerne 11,6 millions de salariés, 160.000 chefs d'entreprise et environ 4 millions d'actionnaires. Le rapport étatique rassemble 5,4 millions d'agents de l'État et des collectivités territoriales et hospitalières, dont 4 millions de titulaires, qui ont officiellement en charge d'exécuter la volonté de 44,6 millions d'électeurs, à travers les décisions de leurs représentants, au nombre de 600.000. Le rapport domestique lie 18,5 millions de chefs de ménage de plus d'une personne à 35,4 millions de membres de ces ménages et à 2,2 millions d'employés de maison. Le rapport de genre implique la totalité de la population, soit 66 millions de personnes, dont 32 millions enregistrées comme hommes et 34 millions enregistrées comme femmes. Le rapport productif marchand régit 2,3 millions petits producteurs indépendants (aides familiaux compris) et professions libérales et 3,7 millions de salariés. Le rapport religieux compte 53.000 prêtres, moines, pasteurs, rabbins, imams, etc. pour 6 millions de fidèles réguliers et 30 millions de personnes déclarant une appartenance religieuse. Le rapport coopératif regroupe 310.000 salariés, dont la moitié dans le secteur bancaire et assurantiel, pour près de 8 millions de sociétaires. Le rapport mutualiste rassemble 38 millions de personnes pour 131.000 salariés. Le rapport associatif est le fait de 17,3 millions de personnes de 18 ans et plus, membres d'au moins une association, qui emploient 1,8 millions de salariés et 900.000 bénévoles équivalent temps plein, etc.

La théorisation de ces rapports sociaux reste largement à faire, à l'exception du rapport capital-travail pour lequel nous disposons, grâce à Marx, d'une conceptualisation robuste. Il est impossible de s'y risquer sur le champ. On fera toutefois un effort particulier pour le rapport étatique, après un rappel de la logique du rapport capital-travail pour mieux le comparer. Nous vivons en effet actuellement une phase aigüe de la confrontation du rapport capitaliste et du rapport étatique qui peut permettre de mieux comprendre la période actuelle et le désarroi des forces de gauche, notamment en France.

Le rapport capitaliste, dont on peut rétrospectivement apercevoir les prémisses éventuelles dans les siècles précédents, s'est imposé en tant que tel au XVIIIème siècle en Europe et se diffuse actuellement sur toute la planète et dans un nombre toujours plus grand d'activités. Il lie des détenteurs de capitaux et des entrepreneurs à des travailleurs « libres », obligés de leur vendre leur capacité de travail pour vivre, dans le but de convertir la plus-value produite par ces derniers en capital additionnel, et cela sans fin, sous peine de voir disparaître le capital investi et au-delà le rapport capital-travail lui-même.

Les capitalistes doivent toutefois faire face à deux incertitudes : celle du marché (ils ne sont pas assurés que les marchandises produites trouveront preneurs) et celle du travail (ils ne sont pas assurés non plus que les salariés embauchés produiront en volume, en temps, en qualité et au prix voulus les biens matériels ou immatériels pour qu'ils soient rentables). Au niveau sociétal, ces deux incertitudes peuvent être le fait d'un même groupe social lorsque les acheteurs sont de plus en plus des salariés du capital.

Pour surmonter l'incertitude du travail, deux voies sont théoriquement possibles. La première consiste d'une part à faire confiance aux salariés pour organiser leur coopération et pour développer leur savoir-faire et d'autre part de négocier avec eux des objectifs et des contreparties. La deuxième voie est à l'inverse de limiter de plus en plus leur part d'appréciation individuelle et collective dans la réalisation de leur travail, afin qu'ils ne soient pas tentés d'en faire usage pour imposer, en droit ou en fait, des conditions jugées par l'entrepreneur contradictoires avec les finalités et les objectifs de l'entreprise. En pratique, c'est toujours la seconde voie qui finit par prévaloir, et cela depuis l'origine du rapport capital-travail, grâce à des choix techniques et organisationnels divisant intellectuellement le travail.

La logique de reproduction et le mode de division du travail du rapport étatique sont complètement différents. Quelques pistes, dont certaines suggérées par Bourdieu, mais en les détournant quelque peu, suffiront pour montrer le parti que l'on peut tirer du traitement de l'État en termes de rapport social. En y réfléchissant sommairement, on se dit que sous le vocable État, il y a deux rapports : le rapport entre l'État et les fonctionnaires et le rapport entre l'État et les citoyens⁸. Mais si l'État n'est ni les fonctionnaires, ni les citoyens : que fait-il ? et surtout qui est-il ?

Quand on dresse la liste des activités de l'État aujourd'hui, on est frappé par leur nombre. Jamais et nulle part, l'État ne s'est contenté d'assurer la justice, la police et la défense des frontières, les soi-disant fonctions régaliennes, à supposer qu'il les ait effectivement assumées, ce qui semble ne pas avoir été toujours le cas.

Ses actions vont en effet de l'organisation du temps (calendrier, jours ouvrés et fériés, etc.), la construction de l'espace (délimitation des frontières, découpage territorial, cadastre, cartes, etc.), la détermination des poids et mesures, la qualification des personnes (citoyenneté, état-civil, etc.), la définition du moment où un être humain l'est effectivement, où il peut être déclaré mort, la langue que l'ont peut parler, ce qui doit être connu, ce qui est mangeable, ce qui est propre, ce qui soigne, ce qui est juste, voire ce qui est moral et beau, etc. jusqu'aux notes de synthèse pour les gouvernants, à l'établissement du budget national, la perception des impôts, le contrôle de la constitutionnalité des lois, la réglementation de nombreuses professions, le pouvoir de nomination, etc. en passant par l'accomplissement ou la surveillance d'activités sans nombre et sans spécificité (aussi bien le nucléaire que la Fête de la Musique) considérées, à un moment ou à un autre, comme devant être prises en charge ou être sous contrôle de la collectivité pour les raisons les plus diverses, sans lien nécessaire avec ce qui serait l'essence de l'État ou du bien public. Il l'a fait en dépouillant d'autres rapports sociaux, particulièrement les rapports domestique et religieux, etc. de ces activités. Rien ne s'oppose à ce qu'il contrôle toutes les activités humaines, sauf d'autres rapports sociaux et ses propres contradictions.

Qui prépare, suggère, exécute ou fait réaliser tout ce qui précède ? Les fonctionnaires, par délégation d'autorité en cascade jusqu'au facteur et au guichetier. Qui décide de réformer et de développer normes et réglementations, institutions et services publics ? Les re-

⁸ On peut même penser à un troisième rapport entre l'État et les salariés des entreprises ou agences qu'il contrôle directement ou indirectement, au nombre de 800.000 en 2013.

présentants élus de la nation. Qui les choisit ? Les citoyens-électeurs. Ce schéma définissant la fonction de chacun a l'inconvénient de ne pas correspondre à la réalité. Si l'on veut commencer à théoriser le rapport social dont l'État serait un des termes, il nous faut examiner ce qui se passe réellement entre ces acteurs.

Les citoyens-électeurs choisissent des représentants pour dire à leur place le bien public, au-delà de grandes orientations et principes affichés par ces derniers pour se faire élire⁹. Ils aliènent leur pouvoir de décider pour eux-mêmes en le remettant à des élus et ils acceptent de payer l'impôt pour financer ce que leurs élus auront décidé. Les élus disposent donc en théorie d'une marge de manoeuvre importante, mais qui dans les faits est beaucoup plus restreinte, non seulement en raison des engagements nationaux et internationaux de leurs prédécesseurs, mais surtout parce qu'ils dépendent des fonctionnaires tant pour la préparation que pour l'exécution de ce qu'ils décident. Mais pourquoi en seraient-ils dépendants ? Les fonctionnaires ne seraient-ils pas loyaux ?

Le fonctionnaire n'est pas un simple exécutant. Non seulement il a une délégation d'autorité, aussi minime soit-elle, mais il est placé dans la situation de devoir apprécier et décider en lieu et place du législateur et de l'exécutif, et de devoir engager sa responsabilité vis-à-vis de ses supérieurs. Les décrets d'application des lois, les règlements, les circulaires placent en effet souvent les fonctionnaires dans des situations compliquées, voire contradictoires, au moment de leur mise en oeuvre, tout n'ayant pu, tout ne pouvant même être pris en compte et anticipé, ou en raison d'ambiguïtés plus ou moins volontaires.

D'où des pratiques théoriquement déviantes, mais structurellement induites, même si elles ne sont pas générales. Elles consistent au moment de l'exécution : soit de prendre le risque d'abuser de fait de son autorité, soit d'« ouvrir le parapluie », et au moment de la préparation des décisions de construire et distiller les informations de manière opportune pour que les contraintes de l'Administration et l'intérêt général soient pris en compte simultanément. Les fonctionnaires ont en effet partie liée avec le développement du service public, dont leur avenir dépend. Ils expriment leurs revendications au nom du bien public, et non de leur intérêt catégoriel. Le problème est que les deux se confondent.

Les fonctionnaires sont la continuité de l'État. Dans beaucoup de pays, ils sont inamovibles. Ils sont en réalité l'État. Les élus, le gouvernement ne sont que l'expression changeante et réversible des rapports de force entre groupes sociaux, c'est-à-dire de la confron-

⁹ Pourquoi se limiter aux États démocratiques ? Pourquoi ne pas inclure les États dynastiques et les États totalitaires ? Les royaumes et les empires sont qualifiés probablement à tort d'État. Si l'on voit bien poindre en leur sein une catégorie de fonctionnaires nommés, en lieu et place des membres de la famille royale ou impériale et des féodaux, les royaumes et les empires sont gouvernés comme on gère un domaine, un patrimoine en l'augmentant. Ne parle-t-on pas de la Maison du Roi ? Bourdieu fait remarquer à juste titre que les guerres d'alors sont des guerres de succession. Tout en préparant l'avènement du rapport étatique, parmi d'autres rapports possibles, les royaumes et les empires peuvent s'analyser comme le point ultime du rapport domestique. Ne les voir qu'à partir du rapport social qui leur a succédé dans nos pays, c'est céder à la tentation rétrospective.

De même, on ne peut parler en toute rigueur d'État totalitaire. Les régimes désignés ainsi ont la particularité d'avoir une administration doublée, contrôlée, sanctionnée par un appareil parallèle formé par le parti politique au pouvoir, dont le bras armé est une police politique appelée là Gestapo, ailleurs Guépéou, etc., agissant sans respecter aucune règle de droit, mais en fonction d'un nouveau rapport social que le parti cherche à imposer aussi bien au rapport étatique qu'au rapport capital-travail, à savoir un rapport raciste pour l'Allemagne nazi, un rapport classiste pour les pays socialistes, le triomphe de ces rapports étant accompli quand tout fonctionnaire doit être membre du parti et la population être déclarée de race aryenne ou d'affichage-conviction bolchévique ou maoïste. Les autres rapports sociaux, dont le rapport étatique, sont de fait totalement subordonnés, voire dissous dans le rapport raciste ou classiste.

tation des rapports sociaux dans lesquels ces groupes sont parties prenantes. Ils sont les représentants de la Nation. Ils sont, avec la population qu'ils représentent, la Nation.

La reproduction du rapport étatique tient à la capacité des fonctionnaires à produire du bien public et du vivre ensemble pour obtenir le consentement à payer l'impôt. Selon Bourdieu, qui a essayé de retracer la genèse de l'État, c'est l'État qui a engendré la Nation et non l'inverse. Ce sont des agents devenus autonomes de la famille, de la religion, des marchands, du Roi, etc. qui ont créé la Nation, en construisant l'Administration-service public, en procurant à tous les moyens de vivre ensemble. Ce n'est pas la volonté du peuple qui a fait l'État, mais l'État qui a fait la volonté du peuple. L'État a institué et ré-institué chaque jour la Nation, laquelle revalide périodiquement l'État, dans le débat et le conflit.

Le rapport que nous cherchons à qualifier est donc le rapport entre d'une part des fonctionnaires en charge du bien et de l'autorité publics et d'autre part la population qui, à travers une représentation élue, consent à payer l'impôt pour le service public rendu. Il n'y a en définitive sous le vocable État qu'un seul rapport social, le rapport État-Nation, que nous avons appelé « rapport étatique » pour désigner, non pas les termes du rapport, mais sa logique.

Si l'on résume ce qui précède, *le rapport étatique serait, un rapport social dans lequel des fonctionnaires ont, par délégation, l'autorité de transformer tout ou partie des biens et services issus des activités humaines en biens publics accessibles à tous, à prix coûtant, à travers l'impôt auquel la population consent périodiquement lors d'élections.*

Comme tout rapport social, le rapport étatique recèle une contradiction. Il ne se reproduit que si la population consent à payer l'impôt en échange des biens publics fournis. Si les biens publics sont payés à prix coûtant à travers l'impôt, leur prix de revient évolue en fonction de la masse salariale des fonctionnaires. Or le rapport étatique ne contient pas en lui-même, à la différence du rapport capitaliste, un mécanisme d'accroissement de la productivité. La division des tâches y est de type hiérarchique, laissant à chaque niveau d'exécution un pouvoir d'appréciation au nom du principe de délégation. La responsabilité attribuée à chaque fonctionnaire se veut garante de la bonne exécution du service. La conséquence est que les dépenses publiques augmentent ou au mieux stagnent à périmètre constant, alors que le rapport capitaliste ne cesse d'engendrer des gains de productivité.

Le rapport étatique a pu cohabiter avec le rapport capitaliste d'une manière profitable pour chacun d'eux durant la période où ce dernier ne pouvait assurer toutes les activités dont il avait besoin pour se reproduire et s'étendre. En revanche, aujourd'hui, le rapport étatique est devenu structurellement un obstacle à l'expansion du rapport capital-travail.

5. La confrontation du rapport capitaliste et du rapport étatique exacerbée par la crise et la prolongeant

Après la deuxième guerre mondiale, capitalistes et dirigeants politiques trouvèrent finalement assez vite un *modus vivendi*, favorable aussi bien au rapport étatique qu'au rapport capital-travail. Discredités par leur comportement durant les années trente et par leur collaboration à la machine de guerre nazie, nombre de dirigeants et d'actionnaires d'entreprises capitalistes ne purent s'opposer bien longtemps aux nationalisations et à la mise en place d'une sécurité sociale généralisée. Le secteur privé était non seulement incapable de doter le pays des infrastructures nécessaires et de relancer l'industrie, mais il avait impérativement besoin d'un marché intérieur reconstitué et d'une demande croissante. Ce furent « les trente glorieuses », sous la dynamique du rapport étatique.

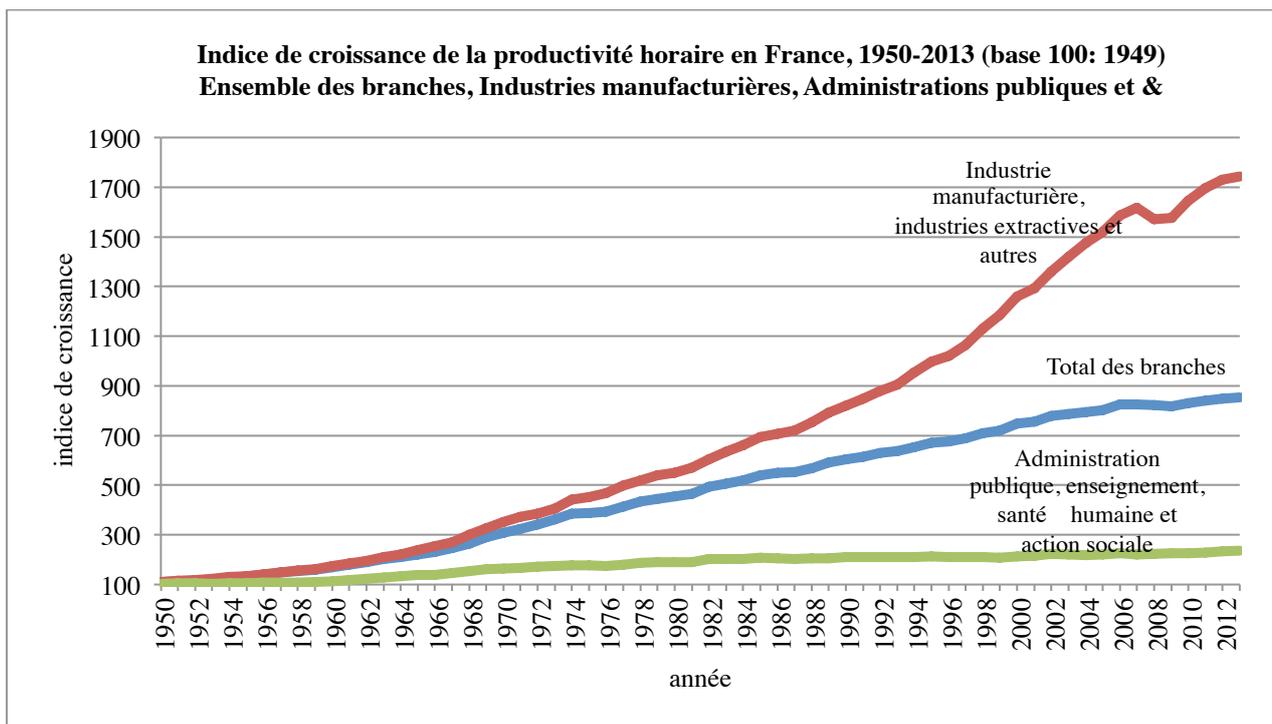
La réussite remarquable des nationalisations et de la distribution moyennement hiérarchisée du revenu national à travers notamment les prestations sociales permit au secteur privé de se refaire une santé financière. Pas suffisamment toutefois, aux yeux de dirigeants d'entreprise bien peu audacieux, pour répondre aux ambitions des gouvernements successifs de la France. D'où une nouvelle vague de création d'entreprises et de services publics dans les années 50 et 60. Les chocs monétaires et pétroliers des années 70 fragilisèrent nombre de grands groupes privés, bien peu préparés à aller sur les marchés de la grande exportation. Dans le même temps, la croissance nettement ralentie se répercuta sur les recettes de l'État, au moment où les charges pesant sur lui s'accroissaient, notamment l'indemnisation du chômage.

Les nationalisations réalisées par la Gauche au début des années 80 furent pour beaucoup de groupes privés une aubaine. Plusieurs secteurs industriels furent ainsi sauvés. Mais au même moment l'envolée des taux d'intérêt creusa brutalement les déficits publics. Remis sur pied, les groupes qui avaient été nationalisés purent être progressivement revendus par la droite, lorsqu'elle revint au pouvoir. Les « noyaux durs » de l'actionnariat n'étant que temporaires, beaucoup passèrent sous la coupe d'un capital financier remis en selle par les hauts taux d'intérêt.

De complémentaires, les rapports capitaliste et étatique devinrent opposés. Le rapport étatique étant dépourvu d'un mécanisme obligeant à une croissance sans fin de la productivité, contrairement au rapport capitaliste, ses coûts ont fini par peser sur la compétitivité des firmes capitalistes et le pouvoir d'achat de la population. Le réaligement de la productivité des services publics sur celle obtenue par le rapport capitaliste a été tentée périodiquement, à travers des « réformes ». Il a été réalisé pendant longtemps en recourant au « progrès technique, contre lequel on ne peut rien », avec de fait l'assentiment syndical. Le contexte de croissance permettait d'en lisser les conséquences en termes d'emploi et de qualification. Il n'en a plus été de même avec une croissance fortement ralentie. Les déficits publics augmentèrent régulièrement, puis brutalement avec la crise financière commencée en 2007. La pression pour réduire les dépenses de l'État exercée par le secteur privé et par l'Europe convertie à l'austérité se fit de plus en plus forte, au point de frôler la spirale déflationniste. Le transfert des méthodes managériales du secteur capitaliste vers le secteur public devint la règle. Des services publics furent mis en concurrence avec des entreprises privées. Plus radicalement, un service public fut délégué à une entreprise privée, ou tout simplement privatisé¹⁰. Les entreprises capitalistes trouvèrent dans l'affaiblissement de l'État des opportunités pour étendre leur champ d'action à des secteurs que l'État contrôlait auparavant. Ces secteurs avaient l'avantage pour les capitaux acquéreurs d'être peu soumis à la concurrence internationale. Au lieu de se déployer dans des secteurs risqués, mais porteurs d'une nouvelle croissance possible (transition énergétique, techniques d'information et de communication, santé, etc.), ces capitaux recherchèrent une fois de plus la sécurité. Mais au-delà des raisons conjoncturelles de la poussée du rapport capitaliste et de la régression concomitante du rapport étatique, il existe des raisons structurelles que l'on ne peut esquiver : les différences de modes de division du travail et ce faisant d'évolution de la productivité¹¹.

¹⁰ La Droite n'est pas encore parvenue à imposer aux fonctionnaires un contrat de travail de droit commun.

¹¹ « La comptabilité nationale ne mesure pas la production de services non marchands par ses résultats, mais par l'effort nécessaire à leur obtention » (ComptaNat.fr). La productivité des services non-marchands, c'est-à-dire essentiellement les services publics, est donc évaluée en additionnant ses coûts de production : salaire, consommation de capital fixe, consommation intermédiaire et solde impôts-subventions, rapportés au nombre d'heures travaillées.

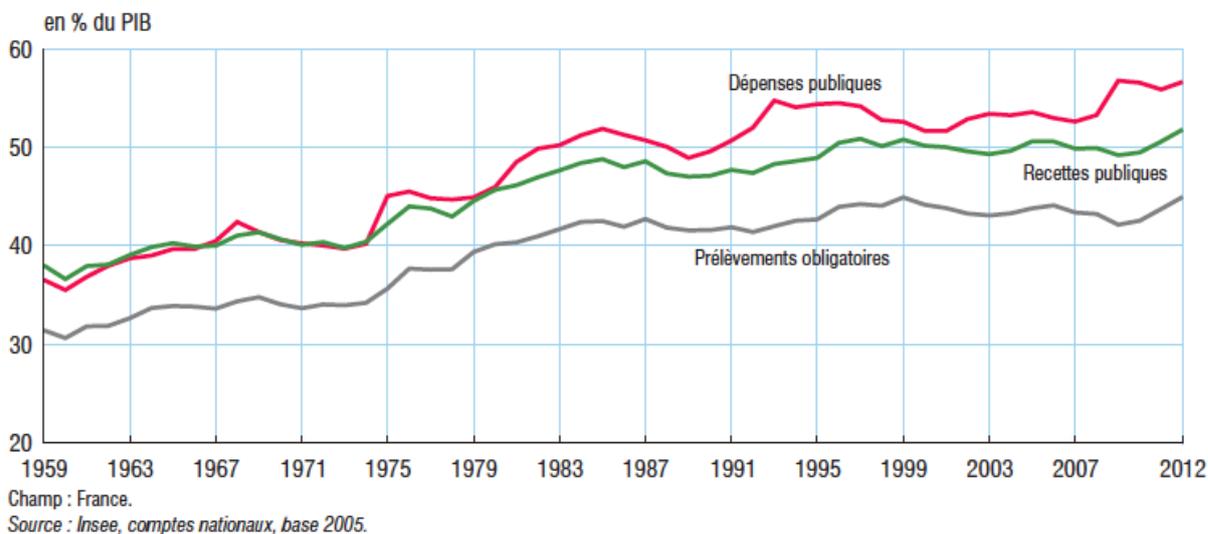


Source : Comptes nationaux. Élaboration : Freyssenet M.

Dire cela ne revient pas à souscrire à la thèse de ceux qui vont répétant que le secteur public ne vit que des prélèvements effectués sur le secteur privé, comme si le service public ne lui fournissait pas en contrepartie des salariés généralement bien formés et en bonne santé, des infrastructures de communication en bon état, bien réparties et disponibles à tous, des services administratifs parfois lourds mais qui fonctionnent selon des règles connues et le plus souvent respectées dans l'intérêt de tous, des avancées scientifiques dans lesquelles les entreprises peuvent puiser pour innover, une sécurité des biens et des personnes jamais totale mais largement assurée, la production de politiques et de règles qui permettent aux différents secteurs de la société de fonctionner et de cohabiter sans trop de heurts, la prise en charge à minima des personnes inactives ou frappées par le chômage, une vie culturelle incontestablement riche et attractive, etc.

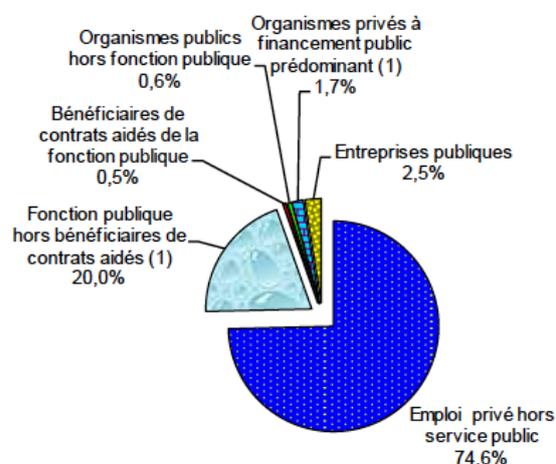
Comme les entreprises capitalistes, l'État accapare le surtravail de ses salariés, mais il le fait, non pas pour le transformer en monnaie sonnante et trébuchante et s'enrichir, mais pour en faire cadeau à tous, et en particulier aux entreprises, en ne facturant le service qu'au prix coûtant sous forme d'impôt. Malgré ce cadeau, le coût du service public finit par peser, si sa productivité horaire, c'est-à-dire le temps consacré à un service donné par salarié, ne s'élève pas au moins parallèlement à celle des entreprises capitalistes.

Dépenses et recettes publiques, prélèvements obligatoires



Extrait de Roman Mahieu, « L'économie française de 1949 à 2012 », Insee.

Figure V1.1 Effectifs, fonction publique, service public et emploi total au 31 décembre 2012 (Métropole + Dom)



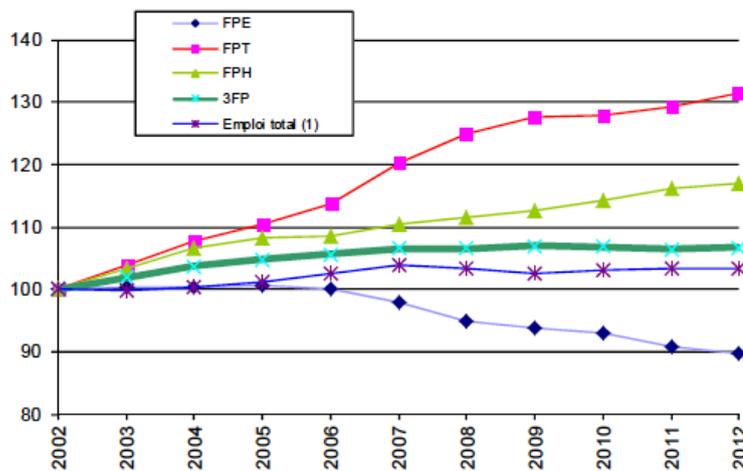
Sources : SIASP, DADS, Recme, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière = Métropole + DOM (hors COM et étranger).

(1) Les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat (139 900 en 2012), auparavant classés avec les organismes privés à financement public prédominant, sont désormais décomptés sur le champ des ministères.

Extrait de l'Annexe projet Loi de finance 2015, Rapport sur l'état de la fonction publique et les rémunérations

Figure V1-3 : Évolution des effectifs de la fonction publique depuis 2002 en France (Métropole + DOM)
(base 100 au 31 décembre 2002)



Sources : Colter, DADS, SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ 3FP : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = Métropole + DOM (hors COM et étranger).

Champ emploi total : salariés et non-salariés des secteurs public et privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Extrait de l'Annexe Projet Loi de finance 2015, Rapport sur l'état de la fonction publique et les rémunérations
FPE : Fonction publique d'État. FPT : Fonction Publique Territoriale. FPH : Fonction Publique Hospitalière.
3FP : les trois Fonctions Publiques.

6. Le désarroi de la gauche. Une issue, parmi d'autres, qui mérite d'y réfléchir

La social-démocratie, les partis de gauche en général, n'ont pas su trouver d'autre voie que d'assumer les « réformes », plus ou moins clairement et honteusement selon les pays. Il est pourtant une voie qui historiquement a montré son efficacité pour modifier le rapport de force. Elle consiste à concurrencer le rapport social dominant sur un des éléments de son dynamisme. C'est ainsi que le rapport capitaliste s'est imposé au rapport productif marchand en le concurrençant sur son terrain : le marché. Or ce qui a fait sa force en fait aujourd'hui sa faiblesse : à savoir la division intellectuelle du travail qu'il a été impossible d'inverser dans les entreprises capitalistes, malgré de nombreuses tentatives faites, notamment ces trente dernières années et contrairement à ce que certains courants théoriques annonçaient.

Durant les années 90, beaucoup ont pensé voir dans un modèle japonais phantasmé l'amorce d'une participation active des salariés à l'amélioration des processus de production et des produits, en lieu et place d'un travail prédéterminé sous tension permanente. Non seulement ce modèle n'était pas le fait des entreprises japonaises dans leur ensemble (plusieurs modèles ont coexisté et coexistent au Japon), mais il n'a jamais été non plus celui de l'entreprise censée l'avoir inventé, à savoir le constructeur automobile Toyota. La réalité du système de production Toyota a été un compromis passé entre la direction et les salariés consistant à garantir emploi et salaire sous condition d'atteindre les objectifs fixés mensuellement à chaque équipe de travail de réduction des temps standard et des gaspillages et de réaliser la production programmée du jour, au prix d'heures supplémentaires obligatoires à effectuer le jour même et sans préavis.

Ce système, qui n'est en rien une amorce d'inversion de la division intellectuelle du travail, a en outre imposé en 1990, au moment même où on commençait à le célébrer comme le modèle du futur. La forte croissance de la demande automobile durant le gonflement de la bulle spéculative de la fin des années 80 avait conduit en effet Toyota à durcir les objectifs de réduction des temps et à systématiser les heures supplémentaires quotidiennes, Toyota ne trouvant pas suffisamment de jeunes pour venir travailler dans ses usines connues pour être toujours plus difficiles à vivre.

Les dirigeants de Toyota se sont souvenus alors que les constructeurs européens avaient dû faire face, eux aussi, à une crise du travail dans les années 70. Ils allèrent étudier les solutions conçues en Europe et dont certaines, non seulement se perpétuaient, mais se développaient. Il en était ainsi chez Volvo, qui, dans son usine d'Uddevalla, avait mis en place un système radicalement nouveau consistant à renoncer, non seulement à la chaîne de montage, mais même à une simple linéarisation de l'assemblage, au profit d'un montage en station fixe d'un véhicule complet par 2 à 4 ouvriers. Outre les avantages vérifiés de ce système en termes de qualité, de réactivité, d'étalement des investissements, il permettait d'assembler un véhicule en moins de temps qu'il n'en fallait sur une chaîne montant le même modèle. Il était la confirmation que la chaîne n'était pas une nécessité technique ou cognitive de la production de masse, mais une technique déqualifiante et disciplinaire. Bien qu'elle génère structurellement des pertes de temps, elle a été et elle est toujours préférée à un système laissant une liberté plus grande d'appréciation des salariés pour une meilleure efficacité.

C'est finalement la même raison qui a conduit Toyota à ne retenir qu'une petite partie du système de la « production réflexive » dans ses usines japonaises et Volvo à l'abandonner à la fin des années 90. Toyota ne garda le principe du montage en station fixe que pour de petits sous-ensembles, posés ensuite sur des chaînes raccourcies d'autant. Il n'alla pas plus loin, estimant qu'il ne pouvait prendre le risque d'une production dépendante du bon vouloir renouvelé des salariés. Volvo fut touché de plein fouet par l'éclatement de la bulle de 1990 et la chute de la demande qui s'en suivit. Il dut se résigner à réduire ses capacités de production, en fermant ses petites unités, dont celle d'Uddevalla. Mais, au-delà de cette raison conjoncturelle, il y eut une raison plus profonde : tout au défi de faire au moins aussi bien que sur une chaîne en termes de temps de montage, la direction n'avait pas prévu de contreparties salariales et des perspectives de carrière aux salariés engagés de fait dans un processus d'inversion de la division intellectuelle du travail. Les monteurs étaient devenus en effet des experts en montabilité du produit, suggérant des manières différentes de le concevoir. En l'absence de réaction de la Direction, les salariés devinrent alors attentistes. Le bureau d'études se montra réticent, malgré ou à cause de l'apport avéré des monteurs. L'encadrement, la majorité des dirigeants et les principaux actionnaires s'opposèrent à la reprise ailleurs du système. Le compromis social qui était nécessaire pour fonder ce nouveau modèle productif était trop porteur de bouleversements du pouvoir dans l'entreprise et de déstabilisation du rapport capital-travail lui-même pour être envisagé.

Le cas de l'usine d'Uddevalla est le plus emblématique parmi ceux étudiés. Mais de nombreuses autres tentatives pour replacer le salarié au centre de la production ont fini de la même façon. Il en a été ainsi dans les secteurs automatisés de production. Alors qu'il a été montré qu'il était possible de définir un cahier des charges pour des installations automatisées fiabilisables par les opérateurs eux-mêmes, ce sont au final toujours des installations restreignant toujours plus leurs interventions qui ont été préférées, malgré le surcoût et la perte de temps qu'elles provoquaient.

L'impossibilité pratique à inverser la division intellectuelle du travail dans les entreprises capitalistes tient en fait au rapport capital-travail lui-même, comme nous l'avons vu dans une section précédente.

La démonstration d'une croissance plus rapide de la productivité et de la qualité en recourant à la coopération entre personnes, libres de mobiliser leurs capacités cognitives ordinaires, leurs connaissances, leur expérience et leur expertise, a été faite non seulement lors d'opérations limitées comme celles évoquées précédemment, mais aussi à l'échelle mondiale. Les plus connues de ces démonstrations sont les « logiciels libres » et l'encyclopédie en ligne Wikipedia. Mais il en est de nombreuses autres dans le domaine des technologies de l'information, ainsi que dans les domaines liés à la transition énergétique, à la santé, etc. Ces secteurs nouveaux ont suscité un foisonnement d'initiatives à caractère souvent militant au départ.

Le mouvement des logiciels libres s'est constitué pour lutter contre les logiciels propriétaires des grands groupes informatiques. Il a donné un accès direct et gratuit aux codes-source des logiciels conçus par ses membres, et a invité quiconque en avait le temps et la compétence à les développer et les améliorer, sous la condition d'en faire bénéficier tout le monde. La création, selon les règles précédentes, d'un noyau de systèmes d'exploitation appelé Linux est à l'origine de la remise en cause, inespérée par ses créateurs, du quasi monopole des géants du secteur informatique. Si le système Linux n'a été implanté, jusqu'à son adoption officielle par la Chine, que dans 2% des ordinateurs personnels dans le monde, il règne en maître pour les terminaux mobiles, pour les super-calculateurs, pour les serveurs et pour les équipements électroniques (téléviseurs, GPS, etc.).

L'encyclopédie en ligne Wikipedia est devenue en quelques années une source de connaissances raisonnablement fiable, d'un accès libre et universel, immédiat, aisé et peu intimidant pour les moins scolarisés, grâce aux contributions bénévoles, petites ou grandes, régulières ou occasionnelles de ses lecteurs. Elle a non seulement complètement marginalisé, voire éliminé, les grandes encyclopédies traditionnelles, mais elle couvre des domaines beaucoup plus nombreux de manière beaucoup plus détaillée. Elle livre des connaissances complétées, réactualisées et rectifiées fréquemment, dans un nombre de langues (plus d'une centaine) qu'aucune encyclopédie ne pouvait offrir.

La supériorité de la coopération libre et ouverte sur la division intellectuelle du travail est due à plusieurs de ses caractéristiques : l'intégration immédiate d'un apport dès lors qu'il apparaît pertinent et cohérent aux participants, la prise en compte d'aspects souvent méconnus du problème par les titulaires officiels (ingénieurs, experts, universitaires...) notamment des aspects relevant des conditions concrètes d'utilisation du produit, les interactions multiples et immédiates entre contributeurs placés sur un pied d'égalité, la probabilité plus grande d'idées originales et de trouvailles parce que sans risque de réprobation et de rétorsion, la rapidité d'exécution et la réactivité face à l'événement en raison d'une prise de décision en circuit court, etc.

Si les tentatives d'inversion de la division intellectuelle du travail dans les entreprises capitalistes n'ont pas eu de suite en raison du rapport capital-travail lui-même, les réalisations du type logiciels libres ou Wikipedia ont aussi leurs limites : celles d'un rapport social potentiellement émergent, mais qui n'a pas trouvé jusqu'à présent et qui probablement ne trouvera jamais les conditions d'une reproduction élargie. Les contributeurs bénévoles sont en effet soit des personnes qui n'ont pas encore besoin ou qui n'ont plus besoin d'un salaire (retraités, pensionnés, rentiers, chômeurs allocataires, lycéens, étudiants, conjoint au foyer, etc.) soit des personnes salariées ou indépendantes utilisant une partie de leur temps libre, voire détournant une partie de leur temps de travail, travaillant en « perruque » en

quelque sorte. Ce rapport social potentiel fondé sur une activité sans rétribution monétaire peut s'étendre théoriquement jusqu'à épuisement du stock de bénévoles. Mais il ne peut prendre la place des autres rapports (rapport étatique, rapport capitaliste, rapport domestique, petite production marchande, etc.) puisqu'il en dépend. Il est aussi sujet à hémorragie : les bénévoles sans emploi (chômeurs allocataires) ou n'ayant pas encore d'emploi (étudiants) abandonnent vite le bénévolat, dès lors que leur contribution a attiré l'attention d'une entreprise ou qu'elle leur permet de créer leur propre entreprise.

Dans la perspective délibérée de concurrencer les entreprises capitalistes sur leur propre terrain, peut-on imaginer que les entreprises coopératives actuelles, les associations à but non lucratif, voire les services et entreprises de l'État développent en leur sein la coopération horizontale et verticale en lieu et place de leur répartition actuelle des tâches sans dynamique interne ?

En se posant cette question, n'est-on pas en train de vouloir réinventer le socialisme coopérateur, qui au XIX^{ème} siècle a été opposé au socialisme électoral et au socialisme étatique, et que Karl Marx a fustigé comme mouvement petit-bourgeois et rétrograde, structurellement incapable de faire face aux grandes entreprises monopolistiques ¹² ?

De fait, le mouvement coopérateur s'est très peu développé dans l'industrie et n'a jamais dépassé le stade des entreprises petites ou moyennes, à quelques rares exceptions près. S'il a réussi dans son objectif de contrôle démocratique des dirigeants et de meilleure répartition des fruits du travail, il a dû composer en matière d'emploi en recourant à un volant de main d'œuvre salarié non coopérateur, et il a échoué à s'étendre significativement et à concurrencer le secteur capitaliste, contrairement aux espoirs de ses premiers initiateurs. Pour se perpétuer, il a été amené à se réfugier dans des activités niches ou des activités peu soumises à la concurrence, notamment internationale, et où la déqualification est limitée. Seules, les coopératives de petits producteurs indépendants, notamment dans l'agriculture, les groupements de distributeurs ou de consommateurs, les mutuelles et les banques populaires sont parvenues à contenir la diffusion du rapport capitaliste dans leur secteur, mais au prix souvent de lui ressembler de plus en plus ou de lui être de plus en plus dépendant.

Le secteur coopératif proprement dit est resté marginal essentiellement pour deux raisons : l'une, surmontable, est le manque de capitaux pour réaliser de lourds investissements, l'autre, plus structurelle, tient à l'origine même des coopératives, à savoir la défense du métier, des emplois tels qu'ils étaient, contre la modernisation capitaliste et l'accroissement continu de la productivité.

Or sans accroissement continu de la productivité, les coopératives ne concurrenceront jamais les entreprises capitalistes. Accroître la productivité ne veut pas dire nécessairement intensifier et déqualifier le travail et expulser les salariés devenus surnuméraires à volume de production constant, comme c'est le cas avec le rapport capitaliste. À la différence de ce dernier, le rapport coopérateur est compatible avec une inversion de la division intellectuelle du travail qui permettrait un accroissement supérieur de la productivité. Mieux, il pourrait retrouver dans cette inversion le sens profond de la lutte des travailleurs, c'est-à-dire la réappropriation, non pas seulement de leur entreprise, mais la réappropriation concrète de l'ensemble du procès de travail.

¹² Toutefois, Marx considéra que les coopératives ouvrières devenaient un instrument de la révolution, dès lors que le pouvoir était aux mains des travailleurs, comme sous la Commune de Paris.

Si, par exemple, le temps dégagé l'était par la participation des salariés à la conception de machines ou de procédures automatisées pour qu'elles soient développables et fiabilisables en circuit court par eux-mêmes et si la compétence acquise ainsi leur permettait de créer des emplois nouveaux plus qualifiés dans le cadre d'une diversification des activités des coopératives, des associations, ou des administrations, alors les rapports sociaux correspondants seraient susceptibles de supplanter le rapport capital-travail sur son propre terrain : celui de son efficacité déclarée inégalée et indépassable.

Conclusion

Outre d'être familier à toutes les sciences sociales, le concept de rapport social semble pouvoir être redéfini d'une manière qui soit acceptable par chacune d'elle. En permettant de mettre à jour les présupposés des domaines et des points de vues disciplinaires, il devient un socle commun possible et dessine un immense programme de travail, à la réalisation duquel nul n'est de trop, pour peu qu'il en partage l'ambition.

La puissance interdisciplinaire du concept de rapport social, comme certainement d'autres concepts à examiner, pourrait être un argument à ajouter à ceux justifiant la création d'un cadre institutionnel propice à la convergence des sciences sociales : non pas une commission du CNU ou du CNRS créée spécialement pour une économie ouverte aux sciences sociales (commission qui a toute chance d'apparaître comme le moyen de répondre à la revendication, certes légitime mais catégorielle, des économistes hétérodoxes de pouvoir accéder à des titres et à des responsabilités qui leur sont de fait refusés), mais une commission accueillant tous ceux qui dans les sciences sociales sont prêts à traiter des sujets dont la compréhension ne peut être qu'interdisciplinaire et à s'engager résolument dans le projet de promouvoir une science sociale de plus en plus unifiée. C'est dans cette perspective que la création d'une nouvelle commission paraît pouvoir se justifier scientifiquement, et donc être plus facilement acceptable pratiquement par les disciplines actuelles. Le temps est peut-être venu de prendre des risques.

Bibliographie

Billaudot B., « Ne pas désertier la science économique pour une illusoire monodisciplinarité... à condition de repenser complètement son objet à partir d'un socle commun de science sociale », Forum de la Régulation, 2009.

Boltanski L., Chiapello É., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999.

Bouffartigue P. et al., *Pour une sociologie des rapports sociaux. L'enseignement de Michel Arliaud*, Paris : La Dispute, 2009.

Bourdieu P., *Les structures sociales de l'économie*, Paris : Le Seuil, 2000.

Bourdieu P., *Sur l'État*, Paris : Raisons d'agir/le Seuil, 2012.

Boyer R., *Une théorie du capitalisme est-elle possible?*, Paris : Odile Jacob, 2004.

Freysenet M., **Le concept de rapport social, comme socle possible et acceptable d'une approche intégrée en sciences sociales**, Colloque International Recherche&Régulation 2015 « La théorie de la régulation à l'épreuve des crises », Paris : 10-12 juin . Éditions numériques, freysenet.com, 2015, 1,21 Mo, ISSN 1776-0941.

Boyer R., Freyssenet M., *Les modèles productifs*, Paris : Repères, La Découverte, 2000. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/351> .

Descola Ph., *Par-delà nature et culture*, Paris : Gallimard, 2005.

Duménil G, Levy D., *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*. Paris : PUF, 1996.

Dumont L. *Homo aequalis*, Paris : Gallimard, 1985.

Eymard-Duverney F. (dir.), *L'économie des conventions. Méthodes et résultats*, Paris : la Découverte, 2006.

Freyssenet M., "Les rapports de production: travail productif et travail improductif", Paris : CSU, 1971. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/127> .

Freyssenet M., *La division capitaliste du travail*, Paris : Savelli, 1977 [1974]. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/349> .

Freyssenet M., « Processus et formes sociales d'automatisation. Le paradigme sociologique », *Sociologie du Travail*, n° 4/92. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/375> .

Freyssenet M., « La production réflexive, une alternative à la production de masse et à la production au plus juste? », *Sociologie du Travail*, n°3/1995. Édition numérique: <http://freyssenet.com/?q=node/456> .

Freyssenet M., « Le concept de rapport social peut-il fonder une autre conception de l'objectivité et une autre représentation du social? », in Freyssenet M. et Magri S. (dir.), *Les rapports sociaux et leurs enjeux*, Séminaire du CSU 1986-1988, tome 1, Paris : CSU, 1989. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/124> .

Freyssenet M., « Le rapport capital-travail et l'économique », in Freyssenet M., Magri, S.(dir.), *Les rapports sociaux et leurs enjeux*, Séminaire du CSU 1986-1988, tome 2, Paris : CSU, 1990. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/126> .

Freyssenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre : Le nouvel esprit du capitalisme, de Luc Boltanski et Éve Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002. Édition numérique : <http://freyssenet.com/?q=node/356> .

Freyssenet M., « Vers une théorisation des rapports sociaux, Site de Michel Freyssenet », depuis 2006, ISSN 1776-0941, <http://freyssenet.com> .

Freyssenet M., « The intellectual division of labour: a stake in the current crisis? », Key note, 30th International Labour Process Conference, Stockholm, 27-29 March 2012.

Digital publications: <http://freyssenet.com/?q=node/1761>;
<https://ilpc2012stockholm.wordpress.com/2012/04/03/keynotes-michel-freyssent-and-joan-greenbaum/>

Freyssenet M., **Le concept de rapport social, comme socle possible et acceptable d'une approche intégrée en sciences sociales**. Colloque International Recherche&Régulation 2015 « La théorie de la régulation à l'épreuve des crises », Paris : 10-12 juin . Éditions numériques, freyssenet.com, 2015, 1,21 Mo, ISSN 1776-0941.

- Godelier M., *L'idéal et le matériel*. Paris: Fayard, 1984.
- Godbout, J., *Ce qui circule entre nous*, Paris: Le Seuil, 2007.
- Harribey J-M., *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Paris: Les Liens qui Libèrent, 2013.
- Lordon F., *La société des affects*, Paris: Le Seuil, 2013.
- Marx K., *Histoire des Doctrines Economiques*, Paris : Editions Costes, 1950.
- Orlean A., *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris : Le Seuil, 2011.
- Polanyi K., *La grande transformation*, Paris : Gallimard, 1983.
- Polanyi K., *La subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société*. Paris : Flammarion, 2011.
- Postel N., Sobel R., « Économie et Rationalité : apports et limites de l'approche polanyenne », *Cahiers d'Économie Politique*, 2008/1, n°54.
- Reynaud B., *Le salaire, la règle et le marché*, Paris: Christian Bourgois éditeur, 1992.
- Sahlins M., *Âge de pierre, âge d'abondance*, Paris : Gallimard, 1976.
- Shimizu K., *Le Toyotisme*, Paris: Repères, La Découverte, 1999.
- Tapscott D., Williams A., *Wikinomics. Wikipedia, Linux, YouTube... Comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie*, Paris : Pearson-Village mondial, 2007.
- Testard A., *Critique du don, études sur la circulation non marchande*, Paris : Syllepse, 2007.
- Théret B., *Régimes économiques de l'ordre politique*, Paris : PUF, 1992.
- Théret B., *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris : Éditions de l'EHESS, 2007.